# L'ENGAGEMENT DE L'ÉGLISE DANS LA CONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE EN RCA

## INTRODUCTION

Avec ses 623 000 km$^2$ et 16 préfectures, la République centrafricaine ressemble encore aujourd'hui à une **arène où s'affrontent la civilisation de la vie et la 'culture' de la mort** qui semble prendre le dessus. En dépit de ses nombreuses ressources naturelles, la RCA est l'un des Pays les Moins Avancés (P.M.A), et les plus pauvres au monde. Elle est classée 188ème sur 188 dans l'indice de développement humain des Nations Unies.

Depuis la proclamation de la République Centrafricaine le 1er décembre 1958, cette ancienne colonie française traverse des crises successives d'ordre social, politique, économique et militaire : mort prématurée du père fondateur, Barthélémy BOGANDA, accession non démocratique au pouvoir, régime dictatorial ou militaire, mutineries, violation des droits de l'homme, assassinats ciblés, violences sexuelles, ingérences étrangères, recours fréquents aux mercenaires, insécurité, appauvrissement des populations, mépris des valeurs morales…. Ces crises multiplient les détresses du peuple centrafricain et entravent la construction d'un État démocratique.

Ma présentation porte sur **« l'engagement de l'Église dans la construction de la démocratie en RCA ».** Elle comporte trois parties essentielles : d'abord le rappel de quelques principes de démocratie selon la doctrine sociale de l'Église, ensuite la présentation des obstacles à la démocratie en RCA et la participation de l'Église à la construction d'un État démocratique.

## I – LES COMPOSANTES DE LA DÉMOCRATIE SELON LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE

Le *Compendium* de la doctrine sociale de l'Église du n° 406 au n° 416 mentionne quatre composantes de la démocratie, à savoir les grandes valeurs, le choix des représentants, les partis politiques et les moyens de communication sociale.

### A – Les grandes valeurs

En démocratie, les grandes valeurs sont : **la dignité de chaque personne humaine, les droits de l'homme, le bien commun**. Tous sont appelés à respecter les règles et à accepter les valeurs qui fondent les procédures démocratiques. Sans un consensus général autour de ces valeurs, la démocratie reste fragile et la stabilité politique précaire. En méconnaissant toute vérité dernière qui guide et oriente l'action politique, le relativisme éthique constitue un danger pour la consolidation de la démocratie.

### B – Le choix des représentants

La démocratie prône la division et l'équilibre des pouvoirs au sein de l'État entre le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. En démocratie, les responsables politiques sont tenus de partager le sort du peuple et de chercher la solution des problèmes sociaux. Ils assument leur responsabilité avec un esprit de service fondé sur les vertus de patience, modestie, modération, charité, solidarité. Toutefois le corps social exerce un contrôle effectif sur les organismes représentatifs à travers des élections libres qui permettent de choisir et de remplacer les représentants ou les dirigeants. L'administration publique nationale, régionale ou communale est un instrument de l'État au service des citoyens pour une « aide prévenante ».

Certaines pratiques fragilisent la démocratie. Tel est le cas de la corruption politique qui entrave la justice sociale, compromet le fonctionnement correct de l'État, crée la méfiance entre gouvernants et gouvernés, affaiblit les institutions.

**C – Les partis politiques**

Les partis politiques facilitent une large participation des populations à la vie politique et leur accès aux responsabilités publiques. Ils s'inspirent des aspirations de la société civile, recherchent le bien commun et participent aux choix politiques. Le peuple participe aussi à la vie politique par le referendum qui lui permet de se prononcer par les urnes sur les choix politiques de grande importance pour la vie sociale.

**D – Les moyens de communication sociale**

Les moyens de communication sociale sont des instruments de participation démocratique. Ils servent à édifier et soutenir la communauté humaine dans les secteurs économique, politique, culturel, éducatif, religieux. Ils diffusent des informations fondées sur la vérité, la liberté, la justice et la solidarité. La bonne information et la communication permettent au peuple de connaitre les problèmes de la communauté politique et les propositions de solution et à devenir meilleur. La bonne marche du système de communication est parfois perturbée par une idéologie, le désir de profit et de contrôle politique, les rivalités et conflits entre les groupes sociaux[1].

En somme, l'encyclique « Centesimus annus » donne une définition explicite et complète de la démocratie : « L'Église apprécie le système démocratique, comme système qui assure la participation des citoyens aux choix politiques et garantit aux gouvernés la possibilité de choisir et de contrôler leurs gouvernants, ou de les remplacer de manière pacifique lorsque cela s'avère opportun. Cependant, l'Église ne peut approuver la constitution de groupes dirigeants restreints qui usurpent le pouvoir de l'État au profit de leurs intérêts particuliers ou à des fins idéologiques. Une démocratie authentique n'est possible que dans un État de droit et sur la base d'une conception correcte de la personne humaine. Elle requiert la réalisation des conditions nécessaires pour la promotion des personnes, par l'éducation et la formation à un vrai idéal, et aussi l'épanouissement de la "personnalité" de la société, par la création de structures de participation et de coresponsabilité »[2].

## II – LES OBSTACLES Á LA DÉMOCRATIE EN RCA

Après la visite apostolique du Pape François en Centrafrique du 29 au 30 novembre 2015, le processus électoral en 2016 s'est déroulé sans incident majeur. La transition démocratique s'est réalisée de manière pacifique avec l'adoption d'une nouvelle Constitution, l'élection d'un nouveau président, la constitution d'un nouveau gouvernement et la mise en place d'une nouvelle assemblée nationale. Les crépitements d'armes dans la ville de Bangui ont cessé pour une bonne période. Avec l'appui de l'Union Européenne, de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque Mondiale, le nouveau Gouvernement a élaboré un Plan national de Relèvement et Consolidation de la Paix 2017-2021 en RCA (RCPCA) qui a été ratifié par l'Assemblée Nationale. En dépit de cela, les nouvelles autorités peinent encore à établir un État de droit en Centrafrique. Plusieurs obstacles entravent encore notre marche vers la démocratie, notamment les obstacles politico-militaires, matériels et socio-religieux.

---

[1] *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Eglise*, n° 406-416.
[2] Jean Paul II, Lettre encyclique *Centesimus Annus*, Vatican, mai 1991, n°46.

## A – Obstacles politico-militaires

### a) Faiblesse de l'autorité de l'État et des institutions publiques

En prenant le pouvoir le 24 mars 2013, les rebelles de la *Seleka* ont désorganisé la vie du pays, provoqué la violation des droits de l'homme, entraîné le déplacement en masse de la population, et créé des tensions entre des communautés qui ont toujours coexisté pacifiquement. Le vent de la démocratie a soufflé avec l'organisation du referendum constitutionnel, des élections législatives et présidentielles et la prise de fonction des nouvelles autorités du pays.

Toutefois le pouvoir exécutif peine à asseoir son autorité sur toute l'étendue du territoire national. Les groupes armés s'opposent au redéploiement de l'administration publique dans les zones sous leur contrôle. Ils se permettent de détruire des édifices publics qui ont été reconstruits. Certains fonctionnaires opportunistes cherchent encore à se servir du nouveau régime sans conviction politique réelle, et sans se soucier du bien-être de la population.

Le pouvoir législatif est assuré par l'Assemblée Nationale. À cause de l'insécurité, les députés se rendent difficilement dans leur circonscription et sont très peu en contact physique avec les populations qu'ils représentent. Quand ils tiennent des séances de questions orales à des membres du Gouvernement, ils traduisent néanmoins les inquiétudes et les aspirations du peuple.

Les détenteurs du pouvoir judiciaire se trouvent surtout à Bangui. La justice semble avoir délaissé la plupart des villes à l'intérieur du pays. On assiste dans certaines régions à l'impunité et au développement du grand banditisme. Souvent la justice populaire ignore les pratiques procédurales modernes et ordonne l'exécution des voleurs, le lynchage pour des faits de sorcellerie, l'expropriation de biens d'autrui... Comment peut-on construire un vrai État de droit, si le pouvoir judiciaire n'est pas gardien des libertés et des biens ? Comment promouvoir l'unité nationale si le pouvoir judiciaire n'assure pas convenablement le respect des principes fondamentaux de l'État ? Comment peut-on rétablir et consolider la paix si la justice n'est pas rendue sur toute l'étendue du territoire national ?

### b) Radicalisation des groupes armés

La situation sécuritaire reste précaire et inquiétante. Des individus non autorisés et dangereux détiennent des armes de tous calibres. Les détenteurs illégaux d'armes créent une forte insécurité d'un bout à l'autre du territoire. Ils lancent souvent des offensives pour attaquer, se défendre ou se venger comme l'a dénoncé le Conseil permanent de la CECA dans son dernier message : **« Dans les seize préfectures du pays, à des degrés divers, les groupes armés tuent, pillent et rançonnent la population civile. Agressions et prises en otage de populations civiles, incendie de maisons ou de villages entiers, viols, vols, rackets, pillages, destruction de biens matériels et d'édifices, situation humanitaire difficile, attaques et assassinats dans les hôpitaux et sur les sites des déplacés, entrave à la libre circulation des personnes et des biens, utilisation d'enfants et de femmes comme boucliers humains, tel est le lot des Centrafricains depuis ces quelques mois de l'année 2018. La situation humanitaire est devenue difficile… Ce sombre tableau montre à suffisance que nous régressons au lieu d'avancer vers la paix »**[3].

Par ailleurs, l'Alliance des Évangéliques en Centrafrique a relevé dans son Mémorandum le caractère criminel de cette crise: **« La persistance de cette crise qui s'est muée en terrorisme, a été**

[3] Conseil Permanent de la Conférence Episcopale Centrafricaine, *Message*, Bangui, mai 2018

**l'attaque ignoble, lâche et barbare de la paroisse Notre Dame de Fatima en date du 1er mai 2018, occasionnant l'assassinat de dizaines de fidèles, la blessure de plus d'une centaine de personnes et la destruction de plus d'une grande partie du quartier de Fatima. C'est à cette occasion fatidique que l'un des artisans de la paix, l'abbé Albert TOUNGOMALE BABA a succombé de ses blessures »**[4].

## B – Obstacles physiques ou matériels

### a) Insécurité alimentaire

La récente crise a affecté plusieurs personnes et leurs moyens de subsistance :

- **Dans le domaine agricole :** des paysans ont été assassinés, des champs et stocks alimentaires détruits, des semences pillées ou incendiées. Certaines personnes ne peuvent même plus avoir accès à leurs champs.
- **Dans le domaine pastoral :** des éleveurs ont été assassinés et leur bétail volé. Ils sont soumis aux pillages systématiques des seigneurs de guerre qui s'enrichissent du commerce des bœufs.
- **Dans le domaine commercial :** certains produits vivriers deviennent rares et les prix très élevés.

Selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le niveau de l'insécurité alimentaire et de malnutrition en Centrafrique est alarmant. Par ailleurs les statistiques de l'UNICEF indiquent que 2,4 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire tandis que 1,4 millions d'autres sont en situation d'insécurité alimentaire.

### b) Insuffisance de services sanitaires

En République Centrafricaine, les différentes enquêtes au niveau national et les rapports du ministère de la santé ou de l'Organisation Mondiale de la Santé montrent que la précarité sanitaire entraine des souffrances, des états pathologiques et une mortalité élevée à différents âges. Les maladies les plus fréquentes sont : le paludisme, la fièvre typhoïde, le choléra, les hépatites A, B, C et E, la dysenterie, la poliomyélite, la diarrhée, les vers intestinaux (ascaris, trichocéphale, ankylostome, bilharzie…), le trachome, le VIH/SIDA. Avec la crise en cours, on assiste à une recrudescence des maladies mentales, et à une baisse de l'espérance de vie.

Pour le moment, les centres de santé sont inexistants dans certains villages occupés par les groupes armés. Ceux qui restent ouverts ne sont pas approvisionnés régulièrement en médicaments de première nécessité. Certains hôpitaux n'ont pas suffisamment de personnel qualifié

### c) Précarité du logement

Quand on parcourt la République Centrafricaine, il est terrifiant de rencontrer des villages entièrement incendiés. Récemment à Bangui et à Bambari, des maisons qui venaient d'être réhabilitées ont été pillées, saccagées ou incendiées. L'état d'insécurité rend certains quartiers inhabitables tant à Bangui qu'à Bambari, Kaga-Bandoro, Alindao, Bangassou… Des familles préfèrent s'exiler ou trouver refuge sur des sites de déplacés qui sont parfois situés à une centaine de mètres de chez eux.

## C – Obstacles socio-religieux

---

[4] Alliance des Evangélique en Centrafrique, *Memorandum*, Bangui, mai 2018.

### a) Dysfonctionnement des activités religieuses

Ces derniers temps, l'Église catholique semble particulièrement ciblée par les groupes rebelles qui se muent progressivement en groupes terroristes. À Bangui, deux paroisses ont été délocalisées. Dans la ville de Kaga-Bandoro, les agents pastoraux ont réduit leurs activités à la paroisse de la Nativité située dans un quartier sous contrôle des groupes armés. À Bangassou, depuis juillet 2017, il n'y a plus d'activités pastorales à Bakouma et Nzako, ainsi qu'à la cathédrale où la messe n'est guère célébrée. Les agents pastoraux de la paroisse de Béma ont été obligés de quitter. Le diocèse d'Alindao fonctionne essentiellement autour de la cathédrale. Depuis lundi dernier, les rebelles peuhls ont réquisitionné le presbytère de la paroisse saint Jean dans le diocèse de Bambari pour en faire leur base. Des agents pastoraux reçoivent des menaces de mort. On dénombre l'assassinat de deux prêtres au cours de cette année 2018. La pratique du syncrétisme est courante parmi les jeunes qui intègrent les groupes d'auto-défense.

Les conséquences du dysfonctionnement des activités religieuses sont graves pour l'évangélisation et l'humanisation de nos populations.

### b) Dysfonctionnement du système éducatif

Les êtres humains ont en eux la capacité naturelle d'apprendre, de découvrir, d'élargir leur connaissance et leur champ d'expérience. L'éducation permet d'apprendre progressivement en profondeur, de développer une curiosité intellectuelle, et de changer quelque chose dans le comportement, les attitudes et la personnalité. Elle promeut une culture de rigueur, d'éthique et de compétence. Certaines conditions doivent être réunies pour un bon fonctionnement du système éducatif et la réussite éducative. Malheureusement, les mutineries, les coups d'État et les conflits armés ont eu des effets dévastateurs sur le secteur de l'éducation en Centrafrique. Depuis décembre 2012 les portes de certains établissements scolaires publics restent fermées en province. Conscients de ce qui précède, les Évêques ont écrit dans leur message de janvier 2018 : « **Sur le plan éducatif**, nous pensons que le déficit en matière d'éducation représente une **seconde crise** et un esclavage plus dévastateur et de longue portée. L'avenir des enfants de notre pays est incertain et très sombre. À titre d'exemple, on compte sur le site des déplacés de Batangafo, 3 523 enfants de 3 à 18 ans non scolarisés. De même, à Alindao sur le site de la Cathédrale, 3 693 enfants vivent dans les mêmes conditions »[5].

### c) Séparation entre la foi et les activités terrestres

Dans le monde, les croyants sont comme le levain dans la pâte, dévoués au service du bien commun, promoteurs de la Justice, de la Liberté, de la Fraternité, de la Paix et de l'Unité. Ils ont la mission d'aider les autres à coexister harmonieusement sur la terre, à se reconnaître et à se traiter comme des frères et des sœurs. Par leurs actions, ils manifestent les dimensions individuelles et collectives d'un amour fraternel sincère, désintéressé et sans exclusive. Ils ont la responsabilité de dénoncer les injustices et la cruauté pour promouvoir les droits de l'homme. Ils sont des éducateurs qui se dépassent et conduisent les autres au dépassement de soi. Ils s'engagent pour une politique de la confiance, une politique réaliste guidée par l'effectivité de la charité, une politique de la participation dans le dialogue et la collaboration, une politique de l'amour à la fois à l'intérieur de la communauté et dans les relations internationales, une politique de l'homme reconnaissant les droits fondamentaux de tous les êtres humains sans discrimination, une politique de non-violence dans les relations internes et

[5] Conférence Episcopale Centrafricaine, *« … On entend des pleurs amers » (Jr 31,15)*, Bangui, janvier 2018.

les relations internationales, une politique économique et sociale de solidarité. Ils se soumettent à une éthique exigeante de vie (intelligence, travail assidu, désintéressement).

Avec la crise en date, il se dégage une impression selon laquelle la pratique religieuse est mise en marge de la vie réelle ou se limite seulement au culte. Elle n'affecte pas non plus la sensibilité humaine des croyants, ni leur conception de la famille, du travail, de la responsabilité, de la coexistence, de la vie sociale. Souvent, des croyants refusent d'écouter les appels de Dieu dans la vie concrète. Après le culte, ils oublient le message de Dieu et les grandes valeurs humaines. Ils n'hésitent pas à unir leurs forces pour nuire à l'autre ou l'amener à vivre dans l'angoisse et le désespoir.

**d) Perte de repères éthiques**

Les valeurs humaines authentiques sont les aspirations les plus profondes des hommes et les principes qui les orientent dans la vie. Les valeurs communes engendrent des lois communes et des comportements humains. Certains auteurs pensent que les six premières valeurs ultimes sont la paix dans le monde, la sécurité familiale, la liberté, le bonheur, l'estime personnelle, la sagesse. Pour d'autres, il s'agit de l'honnêteté, l'ambition, la responsabilité, la miséricorde (pardon), l'ouverture d'esprit et le courage. D'autres se limitent à la trilogie unité – dignité – travail, ou bien liberté – égalité – fraternité. La paix est normalement le climat propice au développement des valeurs stables et offertes à tous les êtres humains pour passer une existence normale à savoir, la famille, la nation, la justice, l'unité.

Dans la crise en date, beaucoup de personnes ont perdu le sens des valeurs essentielles. Peu de gens se soucient maintenant des notions de dignité de la personne humaine, d'intérêt général, de gratuité de service, de respect de la personne humaine et de ses biens. On se laisse facilement entraîner par des contre-valeurs telles que l'esprit de vengeance, le désir de faire du mal, le non-respect de l'autre, la haine, la précipitation à céder aux provocations.

**Bilan provisoire**

En quête de démocratie, la RCA se situe à plusieurs niveaux d'urgence : Urgence pour la consolidation de l'État de droit et de la cohésion nationale, urgence alimentaire, urgence pour la protection de la population, urgence pour les activités éducatives, urgence pour les activités pastorales, urgence pour les activités médicales, urgence pour des logement décents, urgence pour l'eau potable et l'hygiène, urgence pour le développement économique et social.

## III – ŒUVRES DE L'ÉGLISE EN FAVEUR DE LA DEMOCRATIE

L'Église catholique en Centrafrique compte neuf diocèses[6]. D'après le recensement général de la population de 2003, les chrétiens constituent 80,3% de la population centrafricaine dont 28,9% de catholiques et 51,4% de protestants, les musulmans 10,1% et les animistes 9,6%. Le soin pastoral des fidèles catholiques est assuré par dix évêques dont un cardinal-Archevêque, 226 prêtres diocésains, des religieux et religieuses. Les catéchistes et les leaders des fraternités et associations de fidèles participent activement à l'édification de la communauté chrétienne.

---

[6] Voici l'ordre chronologique de la création des diocèses centrafricains : l'archidiocèse de **Bangui** créé le 14 septembre 1955 ; le diocèse de **Berbérati**, le 14 septembre 1955 ; le diocèse de **Bossangoa**, le 16 janvier 1964 ; le diocèse de **Bangassou**, le 10 février 1964 ; le diocèse de **Bambari**, le 2 janvier 1970 ; le diocèse de **Bouar**, le 7 février 1978 ; le diocèse de **Mbaïki**, le 10 juin 1995 ; le diocèse de **Kaga-Bandoro**, le 28 juin 1997 ; le diocèse **d'Alindao**, le 18 décembre 2004.

Chaque année, l'Église croît en nombre grâce aux nouveaux baptisés et confirmés. En Église, nous restons une communauté de foi engagée dans la société selon les principes de présence et d'actions inspirés par l'Évangile et la doctrine sociale de l'Église. Comme l'affirme l'Accord-Cadre entre le Saint-Siège et la République Centrafricaine (RCA) sur des matières d'intérêt commun, « **…l'Église catholique, depuis la fondation de la République Centrafricaine, s'est toujours investie dans le développement spirituel, moral, social, culturel et matériel du peuple centrafricain tout entier, et … s'emploie activement à mettre en place des projets spécifiques pour la construction d'une société pacifique, solidaire et prospère, une société respectueuse de la dignité de la personne humaine** »[7].

Après Barthélémy BOGANDA, premier prêtre oubanguien entièrement commis à la protection de l'homme et de sa dignité humaine, le dynamisme de l'Église s'est fait remarquer au fil de l'histoire au travers des grandes étapes suivantes : les idéaux de B. BOGADA, la visite apostolique de Sa Sainteté le Pape François, la protection et l'accueil des déplacés internes, la sensibilisation et la formation de la population centrafricaine, la médiation et le plaidoyer tant au niveau national qu'international.

**A – Barthélémy Boganda, le précurseur (1910-1959)**

Barthélémy Boganda, considéré par les Centrafricains comme le « père de l'indépendance », a été d'abord prêtre avant d'être un homme politique. Né le 4 avril 1910 à Bobangui dans la Lobaye, dans une fratrie de douze enfants, Boganda a été ordonné premier prêtre de l'Oubangui-Chari le 27 mars 1938 à Bangui. Il a ensuite exercé son ministère sacerdotal pendant sept ans, avant de s'engager en politique. Face à la condition de vie très déplorable des Oubanguiens, « Boganda, prêtre, puis homme politique, se fit le défenseur de la laïcité, en orientant son combat en faveur de la promotion sociale, du respect des droits de la personne humaine, de la justice et de la fraternité »[8]. Entre 1946 et 1959, il a joué un rôle important dans la vie politique oubanguienne et dans celle de l'Afrique centrale. Boganda a été élu pour la première fois à l'Assemblée Nationale à Paris le 10 novembre 1946. Réélu comme député le 17 juin 1951, il siègera à partir de 1952 à l'Assemblée territoriale de l'Oubangui-Chari. On peut résumer la pensée et l'engagement socio-politique de Boganda en cinq points :

- **Premièrement, la devise** de la RCA **« Unité, Dignité, Travail »** : c'est la dynamique dans laquelle, il comptait engager la République Centrafricaine pour son évolution. On en retrouve des éléments dans l'hymne national. B. BOGANDA pense qu'on peut être libre par le travail.
- **Deuxièmement, le Slogan « Zo kwè zo »** (toute personne est être humain) : un sens élevé de la valeur de la vie oriente son humanisme et son désir de libérer le peuple de toute misère et de toute servitude ;
- **Troisièmement**, la création du **Mouvement de l'Évolution Sociale de l'Afrique Noire** (MESAN), organe qui vise à vulgariser ses convictions politiques ;
- **Quatrièmement, le choix de cinq verbes** : « **nourrir, soigner, instruire, loger, vêtir** » qui définissent les actions principales du MESAN.

[7] Préambule de la « Loi-cadre entre le Saint-Siège et la République Centrafricaine sur des matières d'intérêt commun », signé le 6 septembre 2016.

[8] Richard FILAKOTA « Etat, laïcité, religion en Centrafrique », in *L'Afrique des laïcités : Etat, Religion et Pouvoirs au sud du Sahara,* Alger, Editions Tombouctou, 2014, p. 379

- **Cinquièmement**, la volonté affichée à partir de 1958 de former une entité politique de grande envergure, dénommée « **États-Unis de l'Afrique latine »** constituée par les États membres de l'Afrique Équatoriale française (AEF), auxquels devraient s'ajouter le Congo belge, le Cameroun, le Rwanda, le Burundi et les provinces portugaises d'Afrique. Pour promouvoir cette grande fédération de culture latine, de tradition chrétienne et francophone dans sa majorité, BOGANDA avance plusieurs arguments, notamment le caractère artificiel des frontières coloniales, la viabilité financière, le poids économique et politique d'une telle fédération.

**B – Protection et accueil des victimes et réinsertion d'ex-combattants**

La crise militaro-politique en cours en Centrafrique a poussé de nombreux civils à fuir leur domicile pour trouver refuge dans des abris de fortune connus sous le nom de « sites des déplacés ». Ces victimes de guerre sont prises en charge ou assistées par certaines organisations non gouvernementales catholiques notamment Caritas Centrafrique avec l'appui financier et la solidarité de la famille Caritas au niveau mondial dont le Secours catholique, CORDAID et *Catholic Relief Service* (CRS). Les interventions de ces ONG sont multiformes : distribution des vivres, des médicaments et des lampes rechargeables, restauration du tissu social, facilitation du dialogue interreligieux, appui à la reconstruction des maisons des victimes, à la réinsertion sociale des déplacés et de certains anciens miliciens, accompagnement psychologique. *Catholic Relief Service* par exemple a mis en place un mécanisme d'alerte précoce dans le cadre du projet « communautés sécurisées, connectées et renforcées » dans la zone dominée par la LRA (armée de résistance du Seigneur). Un autre projet porta une attention particulière aux enfants sortis des groupes armés. Financé par l'Union Européenne et l'Unicef, ce projet a facilité le désarmement des enfants soldats et leur réinsertion dans la société à travers l'octroi de bourses d'étude, la formation professionnelle, le retour à la maison familiale.

L'accueil et la protection des victimes des conflits se fait sans distinction de religion. Il s'agit d'une œuvre à haut risque. Le 28 mai 2014, une attaque à main armée du site des déplacés de la paroisse Notre Dame de Fatima, à Bangui, a fait plusieurs victimes parmi lesquelles l'abbé Emile-Paul N'ZALE. Le 7 juin 2014 une autre attaque sanglante a été perpétrée sur le site des déplacés de l'évêché de Bambari causant une trentaine de morts et une quarantaine de blessés.

Aujourd'hui encore, l'Église abrite les sites de refuge pour les personnes fuyant la guerre. Je donne les exemples de l'Évêché d'Alindao où sont entassés plus de 20 000 déplacés, le petit séminaire de Bangassou qui accueille plus de 2000 déplacés musulmans, la paroisse Notre Dame des Victoires de Bambari… L'accueil des personnes déplacées est possible grâce aux convictions, au courage et à la détermination des agents pastoraux à défendre et protéger la vie humaine et l'appui des partenaires tel le Secours Catholique.

**C – Visite apostolique du Pape François en Centrafrique**

La visite apostolique du Pape François du 29 au 30 novembre 2015 a été organisée autour du thème **« passons sur l'autre rive » (Lc 8,27).** Le Pape a lui-même placé cette visite sous **le signe de la Miséricorde et de la Réconciliation.** Pendant cette visite, il a prononcé huit allocutions ou discours, dont je ne relèverai que les points essentiels des discours au Palais de la Renaissance et à la Mosquée centrale.

Lors de sa rencontre avec les autorités politiques et le corps diplomatique, le Saint-Père a exprimé sa gratitude pour l'accueil chaleureux reçu **au pays situé au cœur de l'Afrique et comblé des bienfaits de Dieu.** Il a reconnu que la RCA tend déjà vers la normalisation de sa vie socio-politique. Il s'est présenté comme **« un pèlerin de paix », « un apôtre de paix et d'espérance »** qui encourage la classe politique à **promouvoir le bien commun à travers la recherche de la paix et de la réconciliation**. Partant de la devise de la RCA, il a exhorté à l'Unité, à la Dignité et au Travail. L'Unité est à vivre et à construire dans la diversité. La Dignité se veut honnêteté, loyauté, grâce, honneur et solidarité avec les pauvres dans le pays du « ZO KWE ZO » (toute personne est être humain). Le Travail sert à améliorer les conditions de vie et construire une société prospère dans la solidarité.

**À la mosquée centrale de Banui**, le Pape François a d'abord exprimé sa gratitude pour l'accueil chaleureux reçu de la part de la communauté musulmane. Il a ensuite rappelé que **« chrétiens et musulmans nous sommes tous frères »**. Il a reconnu que les violences ne sont pas fondées sur des motifs proprement religieux. Car « celui qui dit qu'il croit en Dieu doit être un homme, une femme de paix ». Pour lui, il est temps de dire non à la haine, à la vengeance, à la violence au nom d'une religion ou d'un Dieu. D'ailleurs, Dieu est paix, Dieu est Salam. Il a apprécié le rôle important des responsables religieux, chrétiens et musulmans, qui se sont unis pour promouvoir l'harmonie et la fraternité.

A Bangui, le Pape François a aussi posé des gestes qui font réfléchir et élèvent l'homme :

- Salutations des personnes (même des enfants) avec la main droite soutenue par la main gauche, signe de respect et de considération dans la culture centrafricaine ;
- Ouverture par anticipation de la première Porte sainte du jubilé de la Miséricorde à la cathédrale de Bangui ;
- Visite d'un centre hospitalier pédiatrique où il a touché et béni des enfants très malades ;
- Visite à la mosquée centrale où il a fait monter l'Imam dans sa *papamobile* pour saluer les gens ;

**Sur le plan socio-politique**, les gestes et discours du Pape François à Bangui ont forgé notre mémoire commune et ont suscité des changements intérieurs. Déjà le 30 novembre 2015, les résidents musulmans du Km 5 se sont sentis libérés. Certains ont suivi le Pape jusqu'au stade de 20 000 places où ils ont aussi participé à la célébration eucharistique. Comme je l'ai déjà dit, le processus électoral en 2016 s'est déroulé sans incidents majeurs.

## D – Sensibilisation et formation

### a. Messages des Évêques

Les messages des Évêques de Centrafrique sont toujours adressés à l'Église Famille de Dieu, aux hommes et femmes de bonne volonté. Déjà en 1991, dans une lettre pastorale intitulée « Que faisons-nous de notre pays ? », les Évêques avaient dénoncé la crise multidimensionnelle qui caractérisait cette époque : injustice, dégradation morale, violences, perte de confiance dans l'autorité, démagogie, mensonge. Au pic des terribles exactions des rebelles de la *Séléka* sur la population, le 20 juin 2013, la Conférence Episcopale Centrafricaine (CECA), dans une lettre adressée au président Michel DJOTODJA, dénonçait « les maux qui freinent le développement du pays, affectent le vivre-ensemble et font le lit des rébellions, à savoir : le népotisme, le régionalisme, la corruption, le clientélisme, l'affairisme au niveau des hommes d'État, l'impunité, le détournement, l'accaparement ou

la destruction des biens publics (…) il s'agit de l'institutionnalisation de la mauvaise gouvernance. Ces maux d'hier demeurent encore aujourd'hui d'actualité d'autant plus que leurs effets sont amplifiés par les hostilités initiées par la coalition *Séléka.* »[9] Pour mettre en évidence le caractère inouï des hostilités des *Séléka* dans l'histoire de la RCA, les Évêques se sont exprimés en ces termes : **« ''Du jamais vu !'' Voilà les mots qui disent le sentiment général du peuple face au déferlement des éléments de la *Séléka*. Jamais l'on n'a connu sur notre terre un conflit aussi grave dans son ampleur et dans sa durée. Jamais aucun trouble militaro-politique ne s'était disséminé avec autant de violences et d'impacts sur l'ensemble de notre territoire. Jamais une rébellion ne nous a drainé une aussi forte présence de combattants étrangers. Jamais une crise ne nous a fait courir un aussi grave risque de conflit religieux et d'implosion du tissu social. Un spectacle « du jamais vu » sur tous les plans »**[10]. Pour le retour à un État de droit, les Évêques ont attiré l'attention du Chef de l'État sur treize points qui sont encore d'actualité :

1. La sécurisation du territoire national ;
2. Le désarmement des combattants ;
3. Le rapatriement des mercenaires : Tchadiens et Soudanais ;
4. La protection des droits de l'homme et de la dignité de la personne humaine ;
5. La lutte contre l'impunité ;
6. L'application de la justice à l'égard des victimes des exactions de toute sorte ;
7. La réparation des préjudices causés à l'Église et à la population ;
8. La sécurisation de nos ressources minières, forestières et agricoles ;
9. La relance de l'économie nationale ;
10. La bonne gouvernance ;
11. La reconstruction du tissu social ;
12. Le respect des convictions individuelles, politiques et religieuses ;
13. Le vivre-ensemble et la cohésion sociale à travers la réconciliation et le pardon dans la vérité et la justice.

En janvier 2018, les Évêques ont publié un message avec un titre prophétique : « …On entend des pleurs amers » (Jr 31,15). Ils ont utilisé l'image de Rachel pleurant ses enfants pour dresser le portrait de la nation centrafricaine, qui continue de vivre des moments douloureux, du Nord-Ouest au Sud-est : razzias, massacres, viols, rackets et torture des populations civiles, incendie des villages, pillage des ressources nationales. Ils ont encouragé le Gouvernement à promouvoir la bonne gouvernance, à renforcer sa politique et sa stratégie sécuritaire et demandé aux groupes armés de déposer les armes. Ils ont invité les partis politiques à s'entendre sur l'essentiel pour favoriser l'unité et la reconstruction de la nation et interpelé la MINUSCA à une franche collaboration avec le Gouvernement et à un bon usage de son mandat. Ils ont encouragé la communauté internationale à appuyer le processus de paix et demandé au peuple centrafricain d'adopter des comportements patriotiques (rejet de la haine, respect, unité, dignité, travail…).

Après l'attaque terroriste du 1er mai 2018 à l'église Notre Dame de Fatima, à Bangui, les Évêques ont publié le vendredi 25 mai un message dans lequel ils dénoncent un possible agenda caché contre la RCA qui a trois objectifs : 1) partitionner le pays ; 2) le rendre ingouvernable ; 3) le

[9] Conférence épiscopale centrafricaine (CECA), *Message des Evêques de Centrafrique au Chef de l'Etat*, Bimbo, 20 juin 2013.
[10] *Idem.*

mettre sous protectorat. Ils ont condamné le désir de la confessionnalisation du conflit, les violences, la vengeance, le manque de patriotisme, la manipulation des réseaux sociaux, l'impunité, le non respect des accords signés. Ils ont exhorté à la solidarité, à la responsabilité citoyenne, à la protection des populations civiles, à l'amour, à la justice, à la communication sur la présence russe en Centrafrique.

**b) Les commissions, comités et autres associations ecclésiales**

D'après les études menées par la Commission Episcopale Justice et Paix, en RCA, la grande majorité des personnes ne connaissent ni leurs droits ni les moyens pour les mettre en œuvre. De plus, les conflits ont non seulement brisé la cohésion sociale mais ils ont aussi affecté la mentalité des différentes communautés. À cause de leur ignorance, beaucoup se laissent facilement manipuler. Dans ces conditions, il convient d'éduquer la population à la justice, à la connaissance de ses droits, à la citoyenneté, à la culture de la paix. Pour mener à bien cette mission, un document de formation intitulé *Aide juridique en République centrafricaine* a été publié par la Commission Justice et Paix. Cette commission a aussi organisé des séances de sensibilisation sur les droits humains tout en fournissant des services d'aide juridique. Elle a établi des centres d'écoute pour recueillir le témoignage des victimes. Les acteurs de la CEJP ont bénéficié d'une session de formation à la lutte contre l'impunité, les droits humains et à l'engagement de l'Église en faveur de la justice et de la paix.

En appui aux actions de la CEPJ, Catholic Relief Service, a aussi organisé des sessions de formation sur la culture de la paix et la guérison du traumatisme psychique. La Conférence des Supérieurs Majeurs de Centrafrique a formé les « **bâtisseurs de ponts de la paix »,** issus de différentes confessions religieuses.

L'une des formations les plus déterminantes a été celle organisée du 06 au 10 juillet 2015 au centre Jean XXIII à Bangui. Le thème de cette formation était « le Travail et la reconstruction des personnes par des processus d'écoute, d'accompagnement individuel ou communautaire ». Lors de ladite formation, les chrétiens et les musulmans ont partagé leurs expériences durant les conflits armés afin de bénéficier d'un accompagnement. (Pour la sœur Philomène, c'était un moment où l'on pouvait se convaincre qu'il n'existe véritablement pas de conflit religieux en Centrafrique). En effet, il était ressorti des expériences partagées par les deux communautés que beaucoup de chrétiens ont été protégés par des musulmans contre les exactions des rebelles de la *Séléka* et inversement beaucoup de chrétiens ont hébergé des musulmans au moment où les tensions étaient encore à leur comble. Les participants sont parvenus à l'évidence que ces conflits armés sont politiques, avec pour enjeu la recherche du pouvoir.

Le Centre Catholique Universitaire des jésuites a organisé des sessions de **formation des volontaires de la paix** en faveur des jeunes des différentes confessions religieuses. Il a mis en place le **Réseau des Volontaires de la Paix** (RVP) qui a pour devise **« Volonté – Paix – développement »** et pour slogan **« si tu veux la paix, fais le travail de la paix ».**

Un congrès de la miséricorde et de la réconciliation a été organisé par le Secrétariat de la Conférence épiscopale de Centrafrique pour éveiller les esprits à la réconciliation et interpeler les autorités politiques à la justice. Des agents pastoraux ont été aussi formés à la résilience.

**E – Médiation et plaidoyer**

En Centrafrique, les acteurs de la médiation et du plaidoyer sont surtout les Évêques. Par ailleurs des prêtres, des religieux, des religieuses ainsi que des laïcs engagés se font actifs dans ces domaines. Sur le plan national, la médiation vise la cessation des hostilités, la signature d'accords de paix et la mise en place de mécanisme de suivi. Sur le plan international, le plaidoyer attire l'attention de la communauté internationale sur le drame centrafricain et déclenche un élan de solidarité.

Quelques exemples :

- Le 08 janvier 2013 l'Archevêque de Bangui, dans une déclaration intitulée « Le peuple centrafricain pris en otage », a déclaré à la rencontre de Brazzaville que : « Le peuple centrafricain a le droit de vivre en paix dans son pays et de vaquer sans inquiétude à ses occupations, loin des menées meurtrières des 'pouvoiristes' de tout bord » ;

- Le 28 Août 2013, au moment où les exactions perpétrées par la *Séléka* sont à leur comble, des milliers de personnes ont envahi le tarmac de l'aéroport de Bangui pour protester contre les violences et les pillages. Les avions ne pouvaient ni décoller ni atterrir. Dans ce climat de tension, l'Archevêque de Bangui est allé à la rencontre des manifestants les exhortant à privilégier le dialogue pour éviter un bain de sang. Cette médiation a abouti à la libération du tarmac de l'aéroport par les manifestants.

**F – La Plateforme des Confessions Religieuses en Centrafrique**

Devant les atrocités commises par les rebelles et l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques, trois leaders religieux, à savoir le Président de l'Alliance des Évangéliques de Centrafrique, le Président de la Communauté Islamique Centrafricaine et l'Archevêque de Bangui, ont pris l'initiative d'œuvrer ensemble en allant à la rencontre de l'autre, en condamnant les exactions, en appelant au dialogue, en sollicitant le secours de la communauté internationale dans le respect de la liberté religieuse. Le **18 Juillet 2013** ils ont donné à cette mobilisation un cadre juridique à travers une organisation appelée **« Plateforme des Confessions Religieuses en Centrafrique » (PCRC)**. L'agrément du Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et de la Régionalisation a été donné le **08 janvier 2014**.

La Plateforme des Confessions Religieuses poursuit deux objectifs majeurs :

- Contribuer à améliorer l'environnement socio-politique et culturel en Centrafrique ;
- Insuffler la vision religieuse en appelant à la cohésion nationale et à la paix.

À ce jour, plusieurs actions menées par la Plateforme des Confessions Religieuses en Centrafrique ont effectivement contribué à atteindre les objectifs ci-dessus mentionnés. Il s'agit notamment de :

- **Médiation** : pendant les affrontements et les prises d'otages ;
- S**ensibilisations** : faites par les différents organes de la plateforme (plateformes des femmes, des jeunes et les commissions) dans les églises, les mosquées et dans les quartiers pour désarmer les cœurs ;
- **Émissions** à la radio, conférences et communiqués de presse ;

- S**essions de formation** organisées ou co-organisées par des partenaires nationaux ou internationaux à l'intention des responsables religieux et des bâtisseurs de paix ;
- **Participation** et **témoignage** au Forum national de Bangui ;
- Visites sur le terrain pour la mise en place de comités de paix et de ses organes ;
- Mise en place d'activités génératrices de revenus en lien avec CRS, Mercy Corps…

Récemment, le vendredi 25 mai 2018, la PCRC a organisé une rencontre au *Stade Omni Sport* à Bangui en présence des autorités politiques et militaires ainsi que de la Communauté internationale. À cette occasion, la Conférence Episcopale Centrafricaine, l'Association des Évangéliques en Centrafrique, la Communauté Islamique en Centrafrique (CICA), et la Plateforme ont chacune délivré un message pour condamner les récents massacres des populations (notamment l'attaque terroriste du 1er mai 2018) et proposer des pistes de solution au regain des violences.

**Conclusion**

Nous reconnaissons que la République Centrafricaine peine à sortir d'une longue période sombre de son histoire. Nous sommes conscients de la complexité de la situation créée par ce conflit. Les attentes et les besoins des populations sont énormes. Comme Église, nous faisons le bilan de notre présence et de notre action. Une telle démarche nous amène à élaborer une nouvelle approche pastorale. Nous mettons un accent particulier sur l'approfondissement de la foi chrétienne, l'éducation, la famille, le dialogue interreligieux, l'œcuménisme et le développement humain. Il nous faut œuvrer davantage à transformer les mentalités, ramener les cœurs au Christ, recréer la confiance, éveiller la conscience citoyenne au sens de l'État, du bien commun et de l'intérêt général. Dans toutes nos actions, nous devons porter une attention particulière à la jeunesse, notamment son éveil à la foi, son encadrement et son éducation. Comme les ressources minières constituent l'une des causes de nos conflits, nos actions devraient aussi s'étendre à ce domaine sensible.

**JE VOUS REMERCIE**

Père Joseph Tanga-Koti
Secrétaire général de la Conférence épiscopale de Centrafrique (CECA)
Paris, le 11 juin 2018